

Tribune libre

LA GREVE GENERALE DU GROUPE TOTAL A AVORTE PARCE QUE LES DIRECTIONS SYNDICALES ONT RETIRE LE TAPIS. COMMENT LEUR IMPOSER D'APPELER A LA GREVE GENERALE ? (10.03)

(Groupe CCI-T)

Pour s'opposer à la fermeture de la raffinerie Total de Dunkerque, dès le 12 janvier, les salariés se mettent en grève et occupent ensuite les locaux.

Les travailleurs des autres raffineries savent qu'après Dunkerque, d'autres raffineries sont menacées. Ils veulent combattre pour bloquer tout le dispositif et poussent les organisations syndicales à appeler à la grève de toutes les raffineries pour deux jours, les 17 et 18 février. Cette grève est massive.

Total pourtant ne recule pas.

Mais les travailleurs des raffineries ont entre les mains une arme redoutable : le blocage de toute l'activité économique.

Le 19 février, les assemblées générales votent la grève illimitée, débordant le dispositif syndical.

Le gouvernement est alors aux abois. Il redoute par-dessus tout que cette grève illimitée ne fasse tache d'huile. Il faut que tout cela s'arrête. Il ne peut demander à Total de céder. L'exemple serait trop contagieux. Il presse donc les dirigeants de Total de différer et de maquiller au mieux leurs décisions pour les rendre plus acceptables.

Le 23 février, Total déclare :

- Qu'il maintient la fermeture de la raffinerie des Flandres
- Qu'il continuera « une activité » à Dunkerque et assurera le reclassement des salariés
- Qu'il s'engage à ne pas fermer ni céder ses autres raffineries françaises au cours des cinq prochaines années.

Le plus important pour Total est d'abord de parvenir à fermer la raffinerie de Dunkerque. Le reste des promesses n'engage que ceux qui les croient.

Pourtant, qualifiant ces engagements « *d'avancées significatives* », les directions syndicales appellent à la reprise du travail dans les assemblées générales parfois houleuses et abandonnent en rase campagne les salariés de Dunkerque en les laissant seuls pour continuer la grève, s'ils le veulent...

Le gouvernement respire, le ministre Estrosi se félicite publiquement de l'attitude « très positive » de la CGT. La menace de la paralysie complète du groupe Total s'éloigne. Elle est remplacée par des tables rondes sur l'avenir de la filière associant patrons et syndicats dans le cadre bien rôdé du dialogue social et de la concertation.

COMMENT IMPOSER AUX DIRECTIONS SYNDICALES

QU'ELLES APPELLENT DANS L'UNITE A LA GREVE GENERALE ?

La grève illimitée déclenchée par les salariés de Total, comme de nombreux autres mouvements récents, témoigne d'une volonté de combat grandissante de la classe ouvrière. Les travailleurs ont bousculé le dispositif des directions syndicales, mais ils ne sont pas parvenus à leur imposer l'appel à la grève générale de tout le groupe.

Tous les secteurs de la classe ouvrière et la jeunesse sont confrontés au même problème : comment obliger les dirigeants syndicaux à cesser de discuter avec les patrons et le gouvernement de leurs réformes, à cesser d'enfermer la mobilisation dans des journées d'action stériles, à casser les combats en les isolant les uns après les autres ?

Ce qui vient de se passer chez Total est exemplaire. Le danger était là : la grève illimitée de Total pouvait être l'amorce d'une grève générale de tous les travailleurs contre la politique du gouvernement et du patronat. Ce qui s'est passé démontre, au grand jour, que Sarkozy, son gouvernement et les patrons ne peuvent avancer que grâce au refus des appareils syndicaux d'ouvrir une perspective de combat pour toute la classe ouvrière et la jeunesse.

Aujourd'hui, une fois la menace de la grève générale écartée, des appels à la convergence des luttes, celle des travailleurs de Philips à Dreux avec celle des travailleurs de Dunkerque etc. sont lancés.

Ces appels constatent « *que la grève de Total n'a pas permis de régler la situation* », comme si la faute en incombait aux travailleurs ! Pas un mot de la responsabilité des directions syndicales ! Il faut certes travailler à rassembler, à unir, ceux qui luttent mais cela ne suffit pas si de l'autre côté les directions syndicales maintiennent un cordon sanitaire qui mène leurs mobilisations à l'impasse. De plus en plus nombreux, les travailleurs, qu'ils soient ou non directement engagés dans la lutte, qu'ils soient ou non syndiqués, n'acceptent pas que les directions syndicales refusent d'appeler dans l'unité au

TOUS ENSEMBLE, POUR TOUTES LES REVENDICATIONS,

A LA GREVE GENERALE CONTRE LES PATRONS ET LEUR GOUVERNEMENT

Les directions syndicales n'en veulent pas ? La force existe pour le leur imposer ! Il faut l'organiser dans les usines, les bureaux et les facultés, localement et nationalement, voilà ce qui est nécessaire, voilà ce qui peut l'emporter !

Toutes les revendications se heurtent au même problème qui est politique. C'est le problème du gouvernement. C'est ce problème que devra poser la grève générale à laquelle les travailleurs aspirent.

La logique du capitalisme en crise ne peut conduire qu'aux pires régressions. La mobilisation de toute la classe ouvrière et de la jeunesse dans la grève générale en défense de toutes les revendications devra mettre à l'ordre du jour le renversement du gouvernement des capitalistes, la constitution d'un gouvernement des travailleurs qui interdise les licenciements, exproprie les banques et les grandes entreprises, commence à réorganiser la production et l'économie en fonction des besoins et non plus de la sauvegarde du profit de quelques uns.

L'absence d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire, d'une Internationale Ouvrière, laisse le champ libre aux manœuvres, petites et grandes, de tous ceux qui, tout en se réclamant de la défense des salariés, permettent dans les faits à la bourgeoisie de se maintenir au pouvoir et de poursuivre son offensive.

Les faits qui précèdent démontrent plus que jamais qu'il faut construire un tel parti. Le CCI(T) est un des éléments de cette construction. Il propose la discussion la plus ouverte sur ces questions.

LES ENJEUX IMMEDIATS DE LA LUTTE DE CLASSE

NE PEUVENT PAS PASSER PAR LES ELECTIONS REGIONALES

Aux régionales, une partie des salariés votera, avant tout pour infliger une défaite électorale au gouvernement et à ses candidats tandis qu'une autre partie va s'abstenir. Pourquoi ?

La classe ouvrière et la jeunesse cherchent comment parvenir à centraliser, à dresser toute leur force contre le patronat et son gouvernement. Mais les partis politiques qui se réclament de la défense de la classe ouvrière et de la jeunesse leur répondent... : Votez pour nous aux élections régionales ! C'est l'occasion de sanctionner le gouvernement et sa politique, expliquent-ils.

Mais Sarkozy et son gouvernement savent très bien qu'ils sont de plus en plus rejetés et discrédités, et cela ne les empêche nullement de continuer tant que les organisations ouvrières refusent d'ouvrir la perspective de les chasser du pouvoir. Ouvrir cette perspective est d'une urgence vitale pour les travailleurs et les jeunes, mais aucune organisation n'en souffle mot dans ces élections : chacun comprend qu'elles invitent ainsi les travailleurs à se plier au calendrier électoral et à attendre les présidentielles de 2012 alors que gouvernement et patronat poursuivent leurs ravages chaque jour.

PS, Front de Gauche, NPA prétendent que dans les Régions, ils appliqueront une politique en faveur de la population, sauvegarderont et développeront l'emploi etc.

Mais en quoi les 20 Régions sur 22 aux mains de l'opposition ont-elles interdit à Sarkozy et son gouvernement d'orchestrer toutes leurs attaques, en quoi ont-elles empêché le patronat de licencier quand bon lui semblait ? La gestion des Régions, pièces maîtresses des lois de décentralisation, ne peut que s'inscrire dans le cadre de la crise du capitalisme quelles que soient les étiquettes de ceux qui assurent cette gestion. Dans ces conditions, nombre de travailleurs et de jeunes considèrent que les élections régionales sont à cent lieues de leurs préoccupations.

Malgré cela, le plus important ne serait-il pas de tout faire pour que le gouvernement, ses partis et ses candidats subissent une défaite ? Mais alors, pour qui voter ? Au premier tour, il est possible dans la plupart des cas de voter pour des organisations ouvrières. Par contre le deuxième tour rassemblera des listes hétéroclites, certes en opposition à Sarkozy et ses candidats, mais allant du PS au Modem en passant par le PCF, les Verts, le PG, et soutenues au bout du compte par le NPA. Allant de bourgeois bon teint jusqu'à l'extrême - gauche, le programme de ces listes sera nécessairement aligné sur le plus petit dénominateur commun entre eux, c'est-à-dire le respect du capitalisme, de ses institutions et jusqu'à l'éloge de la décentralisation.

Ces listes ne peuvent pas permettre à la classe ouvrière et à la jeunesse de se rassembler contre la bourgeoisie. En aucun cas ces élections n'apporteront de solutions aux problèmes de l'heure pour la classe ouvrière et la jeunesse, même si Sarkozy en sortira sans doute un peu plus affaibli.